

Les sanctions isolent-elles vraiment l'Iran ?

Par **Mehdi Mekdour**, chercheur au GRIP

24 septembre 2010

Résumé

La révélation des ambitions nucléaires iraniennes en 2002 a donné lieu à un bras de fer entre Téhéran et certains États comme la France, les États-Unis et le Royaume-Uni. À la suite de l'échec des premières tentatives de négociation, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté des résolutions sanctionnant le comportement peu coopératif de l'Iran. Parallèlement, Washington et ses alliés ont adopté des sanctions unilatérales avec pour objectif d'isoler le régime des Ayatollahs et l'amener à coopérer. Afin de contrer cette stratégie d'isolement, les autorités iraniennes ont débuté une campagne de séduction à la recherche de soutiens auprès d'États d'Amérique latine et d'Afrique. Pour certains, l'Iran est devenu le symbole de l'opposition à l'impérialisme occidental. Tandis que d'autres voient en cette crise une opportunité de se positionner comme un élément clé sur la scène internationale et dans une moindre mesure, tenter de contrer l'influence des cinq Grands (Chine, France, États-Unis, Royaume-Uni et Russie).

Mots clés : Iran, isolement, sanctions, soutiens, anti-américanisme, Brésil, Turquie, Chine et Russie.

Abstract

Do the sanctions really isolate Iran?

The disclosure of Iranian nuclear ambitions in 2002 led to an arm wrestling between Teheran and states such as France, the United Kingdom and the United States. After unsuccessful negotiation rounds, the United Nations Security Council voted resolutions sanctioning the Iranian uncooperative behavior. At the same time, Washington and its allies adopted unilateral sanctions with the objective to isolate the Ayatollah Regime and press it to cooperate. In order to break this isolation move, the Iranian authorities launched a seduction campaign looking for support in different countries of Latin America and Africa. For some, the Iranian State became the symbol of the opposition against the Western imperialism. For others, this nuclear crisis is an opportunity to stand as a key player on the international scene and to counter the influence of the traditional big Five (China, France, Russia, United Kingdom and the United States).

Keywords: Iran, isolation, sanctions, supports, anti-Americanism, Brazil, Turkey, China and Russia.

Citation : MEKDOUR Mehdi, *Les sanctions isolent-elles vraiment l'Iran*, Note d'Analyse du GRIP, 24 septembre 2010, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2010/NA_2010-09-24_FR_M-MEKDOUR.pdf



Introduction

Les tentatives d'isolement de l'Iran par les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont débuté au lendemain de la Révolution islamique de 1979 et ont été renforcées à partir de 1993 avec l'adoption de la stratégie américaine dit du « double endiguement ». Cette politique, initiée par l'ancien conseiller du président Clinton pour le Moyen-Orient Martin Indyk, devait permettre de neutraliser la menace représentée par l'Irak de Saddam Hussein et dans le même temps, contenir les tentatives du régime iranien de perturber la région, notamment dans son opposition aux pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens. De plus à cette époque, Téhéran était accusé de financer et soutenir des groupes armés notamment au Liban et dans les territoires palestiniens, et de mener des opérations d'assassinats d'opposants réfugiés en Europe.



De gauche à droite : les présidents turc Gül, iranien Ahmadinejad et syrien Assad

Dans le prolongement de la politique d'endiguement, les États-Unis adoptèrent un embargo commercial total contre l'Iran en 1995. Or, si certains alliés de Washington étaient sensibles au fait d'empêcher l'Iran de devenir une force militaire importante capable de changer la donne dans cette région, ils se refusèrent néanmoins à se priver des opportunités économiques générées par le pays. En octobre 1995, 53 pays et 800 entreprises avaient répondu présents au lancement de la 21^e Foire commerciale internationale annuelle à Téhéran¹. En 2002, les révélations de l'opposition iranienne installée à l'étranger concernant la dissimulation d'installations nucléaires à l'Agence internationale de l'énergie atomique par les autorités de Téhéran, et ce en totale contradiction avec les obligations du pays au regard du Traité de non-prolifération des armes nucléaires², ont ravivé les préoccupations d'un plus grand nombre d'États. Dès lors, l'Iran a rejoint la Corée du Nord et l'Irak parmi les pays qualifiés, par l'administration Bush, d'« axe du mal » qu'il était urgent d'isoler en raison des menaces qu'il représentait pour la sécurité et la paix internationales. Malgré les sanctions reconduites chaque année par le Congrès américain et l'adoption de sanctions par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'Iran tente tant bien que mal de résister aux pressions américaines et de la communauté internationale. L'objectif premier des résolutions onusiennes adoptées contre l'Iran depuis 2007 est d'amener le pays à répondre aux interrogations sur les soupçons d'un programme nucléaire militaire iranien. L'une des stratégies prônées consiste à tenter d'isoler le pays du point de vue économique et politique afin de le forcer à mettre fin à sa politique d'enrichissement d'uranium et de reprendre des négociations sérieuses avec les pays du P5+1³ en charge du dossier nucléaire iranien.

Cette note a pour objectif d'analyser si l'Iran est aussi isolé sur la scène internationale que le prétendent certaines chancelleries occidentales, et d'identifier les soutiens dont le pays peut se prévaloir.

1. MILLWARD W., *Endiguement de l'Iran*, Service canadien du renseignement de sécurité, novembre 1995, <http://www.csis-scrs.gc.ca/pblctns/cmmntr/cm63-fra.asp>

2. MEKDOUR Mehdi, *Les craintes et motivations liées au programme nucléaire iranien*, Note d'Analyse du GRIP, 3 septembre 2009, Bruxelles. http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2009/NA_2009-09-03_FR_M-MEKDOUR.pdf

3. Chine, France, États-Unis, Royaume uni, Russie + Allemagne.

1. Les tentatives d'isolement de l'Iran : stratégies et résultats

Les suspicions liées à l'existence d'un programme nucléaire militaire iranien et la politique de défiance de l'État perse ces sept dernières années ont eu comme résultat l'intensification du rapport de force entre d'une part, une partie de la communauté internationale sous l'égide de Washington et d'autre part, Téhéran.

Le bras de fer s'est notamment matérialisé sous différentes formes avec des variations d'intensité selon les périodes. L'émergence du dossier nucléaire iranien s'est inscrite dans une période de grande tension internationale caractérisée notamment par la lutte contre Al Qaïda et les Taliban en Afghanistan, les manipulations américano-britannique relatives à la prétendue existence d'armes irakiennes de destruction massive, dans le but de légitimer l'invasion de l'Irak en 2003, ainsi que les allégations concernant un transfert illégal de la technologie nucléaire à des « États voyous⁴ » par le père de la bombe atomique pakistanaise Abdel Kader Kahn. De plus, l'entrée de l'Inde et du Pakistan dans le cercle très fermé des puissances nucléaires en 1998 et les tentatives de la Corée du Nord de les rejoindre ont mis en lumière le risque d'une recrudescence de la prolifération nucléaire. L'ensemble de ces éléments a participé à asseoir l'idée, aux États-Unis mais également dans le chef de certains États arabes du Moyen-Orient, de la nécessité d'isoler l'Iran afin de l'empêcher d'obtenir l'aide nécessaire à la fabrication d'une arme nucléaire.

La tentative d'isolement a principalement consisté en l'adoption de sanctions multilatérales et unilatérales et, dans une moindre mesure, en des manœuvres visant à discréditer le régime en place.

Après la révélation de l'état avancé du programme nucléaire iranien en 2002, la communauté internationale, par le biais des cinq États permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne, avaient privilégié dans un premier temps la négociation afin de permettre à Téhéran de répondre aux allégations de violations du TNP qui lui étaient reprochées. Entre 2003 et 2005, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont mené plusieurs négociations avec l'Iran qui ont cependant été anéanties avec l'arrivée au pouvoir du conservateur Ahmadinejad. Ce dernier a fortement durci la position de son pays à l'égard de son programme nucléaire en remettant en cause ses obligations découlant du protocole additionnel signé entre l'Iran et l'AIEA en 2003. Face à la situation de blocage, trois pays (Chine, États-Unis et Russie) ont rejoint les Européens afin de redynamiser les négociations. Face au manque répété de coopération de l'État perse avec l'AIEA, le dossier nucléaire iranien a finalement été transféré au Conseil de sécurité des Nations unies. Depuis 2006, pas moins de quatre trains⁵ de sanctions économiques et politiques ont été adoptés. Le 9 juin 2010, la résolution 1929 fixait un renforcement des sanctions en interdisant notamment la vente de matériel militaire d'envergure (chars de combat, hélicoptères, avions de chasse, artillerie lourde) à l'Iran. Quelques semaines plus tard, les États-Unis, l'Union européenne, l'Australie et le Canada adoptèrent de nouvelles sanctions unilatérales beaucoup plus contraignantes car elles visaient principalement les secteurs stratégiques de l'économie iranienne que sont le gaz et le pétrole. L'Iran est le quatrième producteur de pétrole avec des

4. Le terme État voyou a été utilisé par les administrations Clinton et Bush fils pour désigner les États représentant un danger pour l'ordre international mais surtout pour les intérêts américains à l'étranger. Parmi les États voyous, certains étaient récurrents tels que l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord et la Libye.

5. Les quatre résolutions sanctionnant l'Iran sont : 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1929 (2010).

réserves estimées à 137,6 milliards de barils⁶ mais doit toutefois importer 40 % de sa consommation de produits pétroliers raffinés par faute d'une capacité de raffinage suffisante. De plus, l'Iran se positionne au deuxième rang en ce qui concerne les réserves de gaz, même si actuellement plus des deux tiers des champs gaziers sont sous exploités faute d'investissements suffisants⁷. Depuis 2008, de nombreuses multinationales telles que British Petroleum, Shell, Repsol, Eni et le Norvégien Statoil ont gelé totalement ou partialement leurs investissements en Iran face à la pression des États-Unis et de certains gouvernements européens. Au mois de juin 2010, Total a annoncé la suspension de ces ventes de produits pétroliers raffinés (dont l'essence et le diesel) à l'Iran⁸. Les sanctions ont rendu de fait de plus en plus difficile les investissements dans les secteurs énergétiques en Iran de la part d'entreprises installées aux États-Unis et en Europe, ce qui profite aux entreprises chinoises⁹ et russes dont les pays ont toujours refusé de sanctionner l'Iran dans ces deux secteurs.

Le ralentissement des financements dans les secteurs du gaz et du pétrole a une incidence sur l'économie iranienne et les pertes financières ne sont actuellement que partiellement compensées par les investissements chinois et russes. Néanmoins, des pays ont décidé de braver les sanctions américaines et européennes interdisant la vente de produits pétroliers à l'Iran. Des entreprises turques et chinoises, avec l'aval de leur gouvernement respectif, ont ainsi livré de l'essence à l'Iran au mois de juillet, et le Venezuela devrait faire de même¹⁰. Quant au secteur gazier, de nombreux contrats ont été signés depuis le début de l'année 2010 et ne devraient pas être remis en cause par les nouvelles sanctions. Le 24 juillet, la Turquie et l'Iran signèrent un accord de construction d'un gazoduc d'un montant d'un milliard d'euros qui devrait permettre l'exportation de 60 millions de m³ de gaz vers l'Europe via la Turquie à partir de 2013¹¹. Début juin, un accord similaire a été conclu entre Islamabad et Téhéran pour un montant de 7 milliards de dollars. Le Pakistan a refusé de suivre les injonctions des États-Unis qui souhaitaient une rupture du contrat à la suite de l'adoption de la résolution 1929¹². L'Inde semble également encline à reprendre les discussions avec l'Iran pour que le gazoduc entre l'Iran et le Pakistan puisse également desservir l'Inde¹³. Outre ces différents accords, l'Azerbaïdjan a également signé en janvier dernier un accord de fourniture de gaz à l'Iran¹⁴.

L'incapacité pour les États-Unis et leurs alliés européens de parvenir à sanctionner les secteurs énergétiques iraniens dans le cadre des résolutions onusiennes limite partiellement l'impact de

6. L'Iran produit 4,2 millions de barils de pétrole par jour et exporte 2,4 millions de barils par jour vers principalement l'Asie et l'Europe. Informations recueillies sur le site de l'administration américaine d'information sur l'énergie <http://www.eia.doe.gov/cabs/Iran/Oil.html>

7. Selon une information récemment publiée, l'Iran aurait besoin d'investissements à concurrence de 25 milliards USD par an pour développer ses infrastructures gazières et pétrolières. « Iran oil losing manpower due to low wages daily », *Reuters*, 12 juin 2010

8. ERRARD G., « Total se détourne de l'Iran », *Le Figaro*, 28 juin 2010.

9. La Chine est le premier partenaire économique et commercial de l'Iran et a investi quelques 40 milliards USD en projets dans les secteurs gazier et pétrolier. « Iran : la Chine investit 40 milliards de dollars dans des projets énergétiques », *Les Echos.fr*, 31 juillet 2010.

10. BAKER L., « L'UE adopte des sanctions supplémentaires contre l'Iran », *Le Point.fr*, 26 juillet 2010.

11. « Un contrat gazier est signé entre l'Iran et la Turquie », *Agence presse de la République islamique IRNA*, 24 juillet 2010.

12. « U.S. envoy cautions Pakistan over Iran gas deal », *The Washington Times*, 20 juin 2010.

13. Les négociations avaient été interrompues en 2008 à la suite de la conclusion d'un accord de coopération sur le nucléaire civil entre les États-Unis et l'Inde.

14. « Azerbaijan, Iran sign gas contract », *Tehran Times*, 14 janvier 2010.

celles-ci sur l'économie du pays. De plus, les sanctions unilatérales adoptées depuis le mois de juin 2010 sont, il est vrai, plus contraignantes mais elles ne parviennent que de façon relative à mettre à mal les secteurs gazier et pétrolier de l'État perse, grâce surtout à la résistance des partenaires économiques de l'Iran.

Un second moyen d'isoler un régime est de le discréditer aux yeux de la communauté internationale. Dans le cas présent, cette stratégie a surtout consisté à diaboliser la personne même du président iranien Ahmadinejad. Il s'est notamment vu affublé du sobriquet de « nouveau Hitler » et son gouvernement comparé au régime nazi. Ces attaques font suite aux propos antisionistes, et dans certains cas antisémites, du président Ahmadinejad. Cependant, cette comparaison, aussi hasardeuse soit-elle n'a pas remis en cause la légitimité du gouvernement en place. Celui qui représente pour certains le mal incarné ou l'ennemi à terrasser, reste aux yeux d'autres le symbole de la lutte anti-impérialiste et du droit des États (plus spécialement ceux du Mouvement des non-alignés) de pouvoir se libérer du joug des grandes puissances qu'incarnent les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les tentatives d'isolement de l'Iran entreprises depuis 2002 sont donc loin d'avoir eu l'effet escompté. D'une part, cette stratégie n'a pas empêché le pays de continuer à développer son programme nucléaire, notamment au travers de l'enrichissement de l'uranium à 19,75 %, et d'autre part, comme décrit précédemment, le gouvernement iranien demeure à ce jour un partenaire commercial et économique de choix pour certains États. La deuxième partie de cette note analyse les soutiens dont l'Iran peut se prévaloir.

2. Les soutiens en faveur de l'Iran

Face aux pressions internationales concernant son programme nucléaire, le régime iranien a entrepris depuis quelques années la recherche de nouveaux alliés, tout en continuant à s'appuyer sur des partenaires traditionnels tels que la Syrie¹⁵, la Russie et la Chine. L'objectif premier est d'éviter que le pays ne se retrouve isolé. Le processus a débuté dès 2002 mais s'est accéléré avec l'arrivée à la présidence d'Ahmadinejad en 2005. Ce regain d'activité a également été porté par les premières résolutions onusiennes sanctionnant l'Iran. Dès lors, le régime iranien s'est principalement tourné vers les États d'Afrique et d'Amérique latine susceptibles de voter contre les prochaines sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous nous limiterons à l'étude de trois groupes d'États : le front anti-américain regroupant le Venezuela, la Bolivie et le Zimbabwe ; celui des nouveaux médiateurs (Brésil et Turquie) et enfin, les soutiens traditionnels incarnés par la Russie et la Chine.

2.1. Le Front anti-américain

La présidence de Georges W. Bush entre 2000 et 2008, caractérisée par une politique étrangère musclée et controversée, a fait naître dans le chef de certains dirigeants un sentiment anti-américain dont le président Ahmadinejad a profité pour nouer de nouvelles alliances.

Le Venezuela d'Hugo Chavez est certainement l'incarnation moderne de la lutte contre l'impérialisme américain. Le président vénézuélien n'a eu de cesse depuis huit années d'appeler à

15. Concernant les relations entre l'Iran et la Syrie voir : MEKDOUR Mehdi, *La Syrie et l'arme nucléaire : éclairages sur un dossier méconnu*, Note d'Analyse du GRIP, 2 novembre 2009, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2009/NA_2009-11-02_FR_M-MEKDOUR.pdf

contrer la toute-puissance des États-Unis. La relation entre Caracas et Téhéran a pris une nouvelle tournure à la suite du vote négatif du Venezuela à la résolution de l'Agence internationale de l'énergie atomique contre l'Iran en février 2006¹⁶. Par cette décision, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA décidait de transférer le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité des Nations unies. Quelques mois plus tard, Hugo Chavez promettait de défendre l'Iran contre toute menace d'invasion. Plus récemment, des informations ont fait état de possibles transferts d'uranium naturel du Venezuela et de la Bolivie vers l'Iran. Cette information a principalement été relayée par la presse sur la base d'un rapport des services de renseignements israéliens¹⁷. Néanmoins aucune preuve concrète n'est venue étayer ces allégations, si ce n'est de la part du gouvernement vénézuélien lui-même. Il a reconnu la présence d'experts iraniens sur son territoire, tout en précisant que ces derniers aidaient les autorités locales à évaluer les réserves d'uranium présentes au Venezuela. En septembre 2009, le ministre vénézuélien des mines M. Sanz a indiqué que son pays n'aidait pas le régime iranien dans le développement de son programme nucléaire¹⁸. Caracas n'en demeure pas moins un allié solide de Téhéran. À la suite de l'adoption des sanctions américaines et européennes pendant l'été 2010, sanctions qui interdisent entre autre les livraisons de produits pétroliers raffinés, le Venezuela a fait connaître son opposition à celles-ci en indiquant qu'il fournirait de l'essence à l'Iran.

Tout comme son homologue vénézuélien, le président bolivien Juan Evo Morales est également un farouche opposant à la politique américaine. Si l'arrivée au pouvoir de Barack Obama avait laissé présager dans un premier temps une détente entre les deux pays, il n'en a rien été. Ainsi lors du cinquième Sommet des Amériques en avril 2009, le président Morales a de façon virulente pris à partie le président américain en l'accusant d'avoir couvert une opération de tentative d'assassinat à son encontre. La relation entre La Paz et Téhéran s'est renforcée dès 2007 par la promesse du président Ahmadinejad d'attribuer une aide d'un milliard de dollars à la Bolivie¹⁹. Tout comme pour le Venezuela, des experts iraniens ont également aidé la Bolivie à développer son industrie gazière. Le pays détient les plus larges réserves de gaz d'Amérique latine. La Bolivie, suspectée de fournir de l'uranium à l'Iran, a démenti ces informations en déclarant que son uranium n'était pas pour l'heure exploité.

L'Afrique est également un terrain propice à de nouvelles alliances pour Téhéran. Si le Venezuela est le fer de lance de l'anti-américanisme en Amérique Latine, son pendant africain est actuellement le Zimbabwe.

Les relations entre le Zimbabwe et l'Occident se sont fortement dégradées depuis plusieurs années et une amélioration n'est pas à l'ordre du jour si l'on se réfère au dernier événement en date. Le 1^{er} août 2010 à l'occasion des funérailles de sa sœur, le président Mugabe a fortement critiqué les nations occidentales en déclarant qu'elles pouvaient « *aller au diable*²⁰ ». Invités à la cérémonie, l'ambassadeur américain Charles Ray et son homologue allemand Albrecht Conze ont quitté celle-ci en geste de protestation. Quelques jours après cet incident, le président Obama a regretté l'attitude du président Mugabe en estimant que ce dernier ne servait pas convenablement son peuple. Le Zimbabwe s'est vu infliger des sanctions à partir de 2002 après l'élection controversée de Mugabe. Les États-Unis et l'Union européenne reprochent au parti du

16. DE LANSALUT G., « L'AIEA transmet le dossier iranien au Conseil de sécurité de l'ONU », *RFI*, 4 février 2006.

17. « Secret document: Venezuela, Bolivia supplying Iran with uranium », *Haaretz*, 25 mai 2009.

18. « Venezuela seeking uranium with Iran's help », *Associated Press*, 26 septembre 2009.

19. « Bolivia – Iran foreign relations », *IranTracker*, 27 février 2010, www.irantracker.com

20. « Envoys will not apologise to Mugabe », *Al Jazeera*, 4 août 2010.

président zimbabwéen des violations répétées des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que le manque de coopération entre la présidence et le gouvernement d'union nationale²¹. Dès lors, Harare et Téhéran se sont rapprochés lorsque l'État perse a à son tour été sanctionné dans le cadre de son programme nucléaire. Contrairement à la Bolivie et au Venezuela, il existe des dissensions importantes à la tête de l'État zimbabwéen concernant les relations avec l'Iran d'Ahmadinejad. Si le président Mugabe voit dans son homologue iranien un des rares chefs d'États prompt à négocier des contrats importants avec l'ancienne Rhodésie britannique, son Premier ministre Morgan Tsvangirai a une vision tout autre du président Perse qu'il considère comme un « bourreau va-t-en guerre piétinant les droits de l'homme²² ».

2.2. Les nouveaux alliés de Téhéran

Le Brésil et la Turquie sont des nouveaux alliés d'une importance cruciale pour Téhéran, surtout depuis une certaine fragilisation des relations avec ses deux soutiens traditionnels que sont la Chine et la Russie. L'implication de Brasilia et d'Ankara dans le dossier nucléaire iranien a pris une nouvelle dimension le 17 mai 2010. Ce jour, la médiation turco-brésilienne aboutissait à la conclusion d'un accord d'échange d'uranium. Ce dernier prévoyait que l'Iran transférerait 1 200 kg d'uranium enrichi à 5 % en Turquie en échange de quoi il recevrait 120 kg d'uranium enrichi à 19,75 %, qui seront uniquement utilisés afin d'alimenter le réacteur de recherche médicale de Téhéran. Cet accord ne suscita guère d'enthousiasme de la part des États occidentaux du P5+1 et pour cause, les conditions de l'échange étaient une copie conforme d'un accord similaire conclu au mois d'octobre 2009 à Genève. Les réticences provenaient principalement du fait que les 1 200 kg d'uranium ne représentaient plus que 50 % de l'uranium total détenu par Téhéran, alors que le précédent accord portait sur 80 % du stock d'octobre 2009. La seconde cause de l'échec de la proposition du 17 mai réside dans le refus des autorités iraniennes de mettre fin à l'enrichissement d'uranium, condition longtemps considérée par le P5+1 comme un préalable à toute négociation concrète.

Outre les considérations d'ordre technique, le refus des Occidentaux d'accorder du crédit à cette initiative peut s'expliquer également par leur volonté de ne pas perdre leur main mise sur les négociations. Le regain d'intérêt du Brésil et de la Turquie sur la scène internationale ne semble pas être perçu favorablement par les membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Ces derniers ne souhaitent pas voir leur échapper des dossiers aussi délicats que le nucléaire iranien ou les pourparlers de paix au Moyen-Orient. En début d'année, le président Lula avait annoncé sa volonté de s'impliquer dans les négociations entre Israéliens et Palestiniens. Par le rejet de l'accord du 17 mai, les grandes puissances rappellent aux pays émergents qu'elles sont les premiers garants du jeu de la diplomatie internationale. Lors de l'adoption de la résolution 1929, le Brésil et la Turquie ont émis un vote négatif, fragilisant ainsi le travail de longue haleine mené par les États-Unis pour obtenir un nouveau train de sanctions. Depuis lors, le Brésil²³ et la Turquie²⁴ ont tout de même accepté de se conformer à cette résolution mais ont remis en cause les sanctions adoptées de façon unilatérale par les États-Unis et l'Union européenne. Ankara a manifesté son opposition à ces sanctions en fournissant Téhéran en produits pétroliers raffinés. L'appui de ces deux pays peut également être perçu comme un frein aux velléités militaires de la

21. « L'Europe reconduit les sanctions envers le Zimbabwe », *Jeune Afrique*, 16 février 2010.

22. CHAMPEAUX N., « Ahmadinejad accueilli en grande pompe au Zimbabwe », *RFI*, 22 avril 2010.

23. « Brazil signs on to UN sanctions against Iran », *AFP*, 10 août 2010.

24. « La Turquie appliquera les sanctions de l'ONU contre l'Iran, mais pas plus », *Belga*, 26 juillet 2010.

part d'Israël envers l'Iran. La Turquie joue surtout un rôle important dans le monde musulman. Le dossier nucléaire iranien a créé une tension perceptible dans le chef de certains pays arabo-musulmans d'envergure tels que l'Arabie saoudite et l'Égypte. Ces derniers craignent un Iran doté de l'arme nucléaire et leur réponse à cette éventualité consistera certainement en une réaction de mimétisme et une accélération de la course aux armements dans une région déjà fortement fragilisée. L'intérêt turc pour la question iranienne s'inscrit dans une stratégie globale de repositionnement du pays dans les régions du Moyen-Orient et d'Asie occidentale, entamée depuis l'arrivée au pouvoir du Parti pour la justice et le développement (AKP) en 2002.

Le Brésil et la Turquie sont pour l'heure des partenaires de premiers choix pour l'Iran dans ses tentatives de persuader la Communauté internationale que son programme nucléaire est pacifique. Toutefois, le risque de voir ces deux pays prendre leur distance avec l'État perse n'est pas à exclure dans le cas où celui-ci maintiendrait sa stratégie de défiance envers l'Agence internationale de l'énergie atomique, à l'instar du changement d'attitude de Pékin et Moscou envers Téhéran. Ces derniers considérés comme des alliés traditionnels de l'Iran ont depuis 2007 laissé entrevoir un certain agacement. Ainsi, ils ont voté en faveur de toutes les sanctions à l'encontre de Téhéran, même s'ils se sont assurés que les secteurs stratégiques (pétrole et gaz) ne seront pas affectés par celles-ci.

2.3. Fin du protectorat chinois et russe ?

Les relations entre Moscou et Téhéran se sont nettement refroidies à l'automne 2009 après la révélation par l'administration américaine de l'existence d'une deuxième installation d'enrichissement d'uranium près de la ville de Qom. L'Iran, ayant eu vent de la connaissance par les services de renseignements occidentaux de ce secret, avait informé, bien que tardivement, l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le Kremlin a très mal accueilli le fait de ne pas avoir été mis au courant de l'existence de cette installation par les autorités iraniennes. Depuis le transfert du dossier du nucléaire iranien au Conseil de sécurité, la Russie, tout comme la Chine, ont toujours plaidé pour une solution pacifique de cette crise, privilégiant la négociation aux sanctions. Lorsque les sanctions devenaient inévitables, les deux puissances influaient de tout leur poids politique afin que l'impact de celles-ci ne soit pas trop fort sur l'économie iranienne. Sa confiance dans le pouvoir des Mollahs ayant été érodée, la Russie a durci sa position au cours de l'année 2010.

L'agacement de Moscou s'est notamment traduit par son appui à la résolution 1929 du Conseil de sécurité, même si les secteurs de l'énergie demeuraient exclus des sanctions. Lors d'une réunion avec les ambassadeurs russes début juillet, le président Medvedev a durci le ton en affirmant que l'Iran disposerait à court terme du potentiel nécessaire à la fabrication d'une arme nucléaire²⁵. Il a rejoint de la sorte les craintes émises par de nombreux analystes notamment le directeur de l'Agence américaine du renseignement extérieur (CIA) Leon Panetta²⁶ et l'ancien inspecteur de l'AIEA Olli Heinonen²⁷. Cette déclaration est significative. Si les mises en garde occidentales à l'encontre du potentiel nucléaire iranien sont souvent perçues comme de la propagande américaine et européenne, il en va tout autrement lorsque cela provient de l'allié traditionnel de Téhéran qu'est la Russie. En réponse à la déclaration russe, le président Ahmadinejad a regretté

25. « La Russie estime que l'Iran aura bientôt le potentiel pour créer une arme nucléaire », *Levif.be*, 12 juillet 2010.

26. « CIA chief warns Iran could have nukes ready by 2012 », *Dawn*, 28 juin 2010.

27. « Former IAEA inspector says Iran has enough uranium for 1-2 weapons », *Nuclear Threat Initiative*, 26 août 2010.

que Moscou soit devenue « *la porte-parole des ennemis de la République islamique* ²⁸ ». D'autres signes font montre de cette tension régnante entre les deux pays : la suspension de la livraison des missiles S-300²⁹, nécessaires à Téhéran en cas d'attaques aériennes contre ses installations nucléaires et militaires, est un signe fort d'un certain agacement des autorités russes. Le rejet par la Russie et la Chine de la demande de l'Iran de devenir un membre à part entière de l'Organisation de coopération de Shanghai en est un autre. L'ensemble de ces éléments marquent également une réalité souvent mal perçue : celle d'une Russie dont l'influence sur l'Iran n'est pas aussi forte qu'il est traditionnellement supposé. Les relations économiques entre les deux pays sont assez faibles. Ainsi, les exportations russes en Iran ne représentaient que 6 % de l'ensemble des importations iraniennes en 2008 et dans le même temps, la part des importations russes d'Iran était d'à peine 0,2 %³⁰. L'une des principales raisons de la recherche d'une solution négociée à la question iranienne de la part du Kremlin réside principalement dans la crainte des conséquences d'une intervention militaire à ses frontières. Rappelons que la Russie n'est séparée de l'Iran que par l'Azerbaïdjan. Une offensive des pays occidentaux et d'Israël serait un désastre politique et économique pour Moscou, avec une présence américaine inacceptable aux portes de son territoire.

Au fil des années, la Chine est apparue progressivement comme l'allié fort de l'Iran face aux Occidentaux. Lorsque l'Ayatollah Khomeiny a décidé la reprise du programme nucléaire iranien au milieu des années 1980, la Chine a répondu favorablement aux demandes de coopération de la part de Téhéran. Elle lui a livré de la technologie nucléaire, notamment un calutron utilisé dans le processus d'enrichissement d'uranium³¹, et a formé des ingénieurs iraniens. Toutefois en 1997, les autorités chinoises annoncèrent la fin de la coopération nucléaire avec l'Iran. Cette décision était la conséquence de la pression américaine qui a conditionné sa coopération nucléaire avec Pékin à la fin des relations de cette dernière avec l'Iran dans ce domaine. Néanmoins, les deux pays continuèrent à entretenir des relations économiques. Ainsi en 2005, le volume de leurs échanges bilatéraux atteignait 9,5 milliards de dollars. La Chine importait un dixième de sa consommation de pétrole d'Iran et elle était le deuxième fournisseur d'armes de Téhéran. Cependant, l'arrivée d'Ahmadinejad à la présidence iranienne va s'accompagner d'une accentuation de la méfiance et d'une intransigeance plus grande de la part de Pékin face au manque de coopération de Téhéran dans le dossier nucléaire. Cette situation s'affirmera par le soutien chinois aux quatre résolutions du Conseil de sécurité sanctionnant l'Iran, même si les autorités chinoises feront en sorte que les secteurs gazier et pétrolier ne soient pas touchés. Et pour cause, les industriels chinois sont présents en force dans ces deux secteurs en Iran avec des investissements qui avoisinaient 20 milliards de dollars en 2009. Le volume des échanges a également augmenté pour atteindre 29

28. « Coup de froid entre l'Iran et la Russie », *RFI*, 24 juillet 2010.

29. Les missiles S-300 ne sont pas soumis à l'embargo décrété sur les armes par les différentes résolutions onusiennes à l'encontre de l'Iran depuis fin 2006 et cela, à la demande expresse de Moscou.

30. « Pourquoi la Russie n'a plus besoin de Téhéran », *Courrier international*, 19 mars 2010.

31. La séparation électromagnétique d'isotopes est une méthode d'enrichissement de l'uranium conçue par les physiciens du Projet américain Manhattan, au cours de la Seconde Guerre mondiale: on dévie un courant d'ions d'uranium à l'aide d'électro-aimants dans une chambre à vide ; une séparation a lieu, parce que les ions uranium 238, plus lourds, sont moins déviés que les ions uranium 235. La chambre de séparation est placée dans un cyclotron particulier, nommé calutron, qui consomme beaucoup plus d'énergie que les centrifugeuses, mais dont les composants sont plus faciles à importer ou à fabriquer. Informations recueillies sur le site [Atomicsarchives](http://atomicsarchives.chez.com/sommaire.html), <http://atomicsarchives.chez.com/sommaire.html>

milliards de dollars la même année³². Les statistiques de 2009 indiquent aussi que la part des importations directes iraniennes depuis la Chine s'élevait à près de 25 %³³ du montant total, tandis que Téhéran a importé de Chine un tiers de ses besoins en produits pétroliers raffinés.

Si la Chine a besoin de l'Iran du point de vue économique notamment pour conquérir les marchés du Moyen et Proche Orient, nous constatons que l'inverse est encore plus vrai: la Chine est essentielle pour l'Iran tant du point de vue politique qu'économique. Il est cependant peu probable que les autorités pékinoises soient prêtes à prendre le risque de fragiliser leurs importantes relations économiques avec les pays occidentaux³⁴, même si les larges réserves d'hydrocarbures de l'Iran revêtent un intérêt certain.

L'évolution de ces derniers mois démontre que les relations de la Russie et de la Chine avec le régime des Mollahs ne sont pas aussi solides et inconditionnelles qu'il n'y paraît au premier abord.

Conclusion

Si la plupart des États reconnaissent le droit légitime de l'Iran à pouvoir accéder à l'énergie nucléaire civile, nombreux sont ceux dont l'agacement croît envers l'État perse au fur et à mesure de son refus de se conformer aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'isolement de l'Iran telle qu'il a été préconisé par les administrations américaines depuis 2002 a échoué. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la multiplication des tournées diplomatiques entreprises par le président Ahmadinejad ces dernières années. Afin de contrer les tentatives d'isolement, Téhéran s'est fortement appuyé sur sa manne financière et des promesses d'investissements dans le but de séduire principalement des États d'Afrique et d'Amérique latine, sensibles à l'idée d'un pays injustement opprimé par les grandes puissances³⁵. En écho à l'influence grandissante de l'Iran dans ces pays, les diplomates, essentiellement américains et israéliens, y ont multiplié les visites dans le but de dissuader les rapprochements avec le régime des Mollahs, mais sans réels résultats. Toutefois, la persistance du manque de coopération de l'Iran avec l'AIEA pourrait à moyen terme entraîner une réaction similaire à celles de la Chine et de la Russie mais cette fois, de la part du Brésil et de la Turquie : une exaspération et un retrait du soutien à l'État perse.

Le constat est double : d'une part, l'Iran n'est pas aussi isolé que peut le prétendre l'administration américaine³⁶ mais d'autre part, les appuis dont bénéficie le pays demeurent

32. EIFFLING V., *Chine – Iran : vers une maturité pragmatique*, Note d'Analyse 7, Université Catholique de Louvain, février 2010.

33. Les importations directes étaient de l'ordre de 13 % auxquelles il faut ajouter un pourcentage quasi égal d'importations transitant par les Émirats arabes unis. « Chine : 1er partenaire de l'Iran », *le Figaro*, 15 mars 2010.

34. La Chine est le troisième client et le premier fournisseur des États-Unis. Tandis que ces derniers sont le premier client et le troisième fournisseur de la Chine. En ce qui concerne l'Union européenne, elle est le deuxième partenaire commercial de Pékin après le Japon. L'UE est le premier partenaire commercial et le quatrième investisseur en Chine. Quant à la Chine, elle représente pour l'UE le deuxième partenaire commercial et le premier fournisseur.

35. Depuis sa réélection en juin 2009, le président Ahmadinejad a effectué près de 25 visites diplomatiques dont la très grande majorité concernait des États d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Ce décompte a été effectué sur la base d'informations présentes sur le site internet de la présidence iranienne, <http://www.president.ir>

36. Lors d'une visite en Israël au mois de mars 2010, le vice-président américain Joe Biden a déclaré que l'Iran n'a jamais été aussi isolé que depuis l'arrivée de Barack Obama à la présidence. MEDZINI R., « Biden to Peres : Iran isolated more than ever before », 9 mars 2010, <http://www.ynetnews.com>

fragiles. Des États tels que le Venezuela et le Zimbabwe ont un impact limité dans le jeu de la diplomatie internationale. De plus, l'érosion continue des soutiens chinois et russe à Téhéran aura d'importantes conséquences dans le bras de fer que se livrent les Occidentaux et l'Iran. Moscou et Pékin pourraient à terme privilégier leurs relations avec les États-Unis et l'Europe au détriment de l'État perse dont l'attitude de défiance continuelle à l'égard de la communauté internationale pourrait, à terme, le pousser dans un réel isolement.

* * *

Avec le soutien de la



Wallonie